

# Ghassan Salamé : « Le but n'est pas de paupériser, mais de démilitariser le pays »

La Tribune  
de  
l'Expansion.

1er Nov. 91

Directeur de recherches au CNRS, professeur à l'Institut d'études politiques, Ghassan Salamé, qui connaît bien le Moyen-Orient et notamment l'Irak, explique à *La Tribune* quel pourrait être le sort réservé par la coalition à l'Irak vaincu.

**« La Tribune ».** – L'Irak va-t-il pouvoir payer des réparations de guerre ?

**Ghassan Salamé.** – Il ne faut pas rêver. Avec quelque 80 milliards de dettes, dont il ne pouvait déjà plus assumer le service avant la crise – c'est même pour faire face à ce problème qu'il a voulu annexer le Koweït –, il n'est pas en mesure de payer des dommages de guerre.

Si des réparations de guerre sont votées, leur effet sera surtout moral. Ce sera un moyen de rappeler en permanence à l'Irak son péché originel dans les années qui viennent. Mais si l'on est réaliste, on ne peut imaginer que ce pays puisse les payer. Tout au plus pourra-t-il affecter à cette fin une part de ses recettes pétrolières, comme il avait déjà procédé avec le Koweït, il y a cinq ans, en paiement partiel du soutien dans la guerre contre l'Iran.

Je pense que l'insistance mise depuis plusieurs jours sur la nécessité pour Bagdad de respecter la résolution 674 de l'ONU (qui pose le principe des réparations financières) a surtout pour objectif de ménager au Koweït et à l'Arabie Saoudite une autorité future pour peser sur les allocations budgétaires de l'Irak dans les prochaines années. Même s'ils ne sont pas payés, ils auraient un droit de regard sur les dépenses...

Car le but ultime des coalisés est une démilitarisation de l'Irak, comme cela se fait actuellement et progressivement en Iran. Depuis la fin de la guerre avec l'Iran, en août 1988, l'Irak n'a pas diminué son effort militaire, au contraire. Il a multiplié les commandes d'équipements, à la Chine, au Brésil, à la France aussi... accroissant du même coup sa dette. Fin avril 1989, par exemple, la Satche (équivalent italien de la Coface) a garanti un crédit de 1 milliard de dollars destiné à payer des bâtiments de guerre commandés en 1980.

**Quel type de contrôle sur la « démilitarisation » du pays peut-on imposer ?**

Hors du contrôle des dépenses budgétaires de l'Irak, un des moyens de renforcer la démilitarisation serait d'élargir certains accords visant à limiter la vente d'équipements militaires vers Bagdad. Il y a déjà un accord en cours de discussion, le RCTM, dont l'objectif est de limiter la prolifération de la technologie des missiles. Les Etats-Unis, le Canada, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon ont fait à ce sujet, en avril 1987, une déclaration unilatérale. L'URSS et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité, pourraient se joindre à cet accord, appliqué à l'Irak.

**En ce qui concerne la dette, croyez-vous que Bagdad pourra rembourser au moins des arriérés ?**

Il n'y aura pas d'annulation, mais un rééchelonnement de la dette irakienne, imposé avec rigueur : ce sera le prix à payer par Bagdad pour que soit levé l'embargo sur les exportations de pétrole. Ce qui se négocie à l'heure actuelle, c'est la façon dont on permettra à l'Irak de reprendre ses exportations pétrolières tout en ayant un droit de regard sur ses recettes.

Les Etats-Unis sont tentés de rester dans le Sud irakien pendant toute la phase de négociation sur la levée des sanctions : ce sera pour eux un moyen de faire pression sur Bagdad et, en restant dans certaines zones, de contrôler le seul accès de l'Irak à la mer, à travers le Golfe.

Il est sûr, en tout cas, que l'on ne pourra demander tout en même temps, remboursements et réparations... D'autant que si l'on accordait ces dernières au Koweït, on ouvrirait l'appétit iranien, qui en réclame depuis 1988.

**Jugez-vous que la guerre aura définitivement brisé le rêve de développement de l'Irak ?**

Le potentiel économique du pays n'est pas mis à terre, et c'est heureux pour la stabilité de la région : mettre vraiment à plat un pays de dix-huit millions d'habitants dans une région qui restera troublée serait une situation explosive qui n'est de l'intérêt de personne. On prendrait de gros risques à paupériser l'Irak.

Propos recueillis  
par DANIELE GERVAIS